

nir, chose qu'il fait continuellement, tout en prétendant le contraire. Voici la fausse interprétation qu'il donne des commentaires du député de Prince Edward-Hastings: En citant une partie du discours de celui-ci, il a donné une idée entièrement fautive de la position adoptée par le député qui avait parlé de l'aide qu'on devrait donner au secteur des affaires au Canada pour créer des emplois, ce que le ministre, de propos délibéré, a omis de répéter. Il a supprimé cette proposition très importante «pour créer des emplois» du texte des commentaires du député.

Je m'oppose aussi vigoureusement à ses propos hypocrites au sujet de Deuterium. Il semble qu'il ne soit pas au courant des circonstances qui ont entraîné l'établissement de cette usine d'eau lourde à Glace Bay. Des ministériels ont tenu des propos hypocrites sans savoir l'histoire du programme. Je rappelle au ministre encore une fois, et pour la dernière fois, que lorsqu'on a annoncé que cette industrie serait installée à Glace Bay, dans ma ville, l'annonce a été faite par le ministre de l'Industrie d'alors, maintenant président du Conseil du Trésor (M. Drury), et par le ministre du Travail devenu ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. MacEachen). Le gouvernement libéral s'est attribué tout le mérite et la responsabilité de l'établissement de cette usine.

Maintenant, nous entendons dire qu'elle est en faillite. Une société de la Couronne a été établie pour s'occuper de cette entreprise. On en a confié la présidence à un homme qui sème la confusion à Ottawa. M. Fullerton a fait un beau gâchis au Cap-Breton. Je défie n'importe qui d'en face de me démontrer que M. Fullerton a fait quelque chose de valable au Cap-Breton. Je soutiens que les sommes dépensées ont été du gaspillage. On nous a dit que cet argent avait été dépensé pour pallier le chômage au Cap-Breton. L'argent dont nous parlons n'est pas de l'argent frais, et le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) le sait. Les dollars dépensés au Cap-Breton l'ont été en vain. Tout le monde sait que ces dollars ont été jetés par la fenêtre sous la présidence de M. Fullerton, l'homme que tous les députés d'Ottawa trouvent encombrant à présent. Comme l'a fait remarquer l'un d'eux, il ne peut se permettre d'agir comme il le fait actuellement que parce que le ministre compétent n'a pas le cran de dire quoi que ce soit. A présent, le ministre tient des propos erronés au sujet de la Deuterium sans en connaître les tenants et les aboutissants.

- Nous avons entendu le ministre. . .

[M. MacInnis.]

Une voix: Qui, le ministre des Communications?

M. MacInnis: Non ce n'est pas le ministre des Communications que j'avais à l'esprit. Celui-là ne dit rien qui vaille la peine d'être entendu. Nous avons entendu le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) tenir des propos erronés au sujet de l'opposition. Il a tenu des propos erronés qui visaient le chef de l'opposition, mais il ignorait les faits.

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège. Le député pense que j'ai tenu des propos hypocrites au chef de l'opposition. Je n'en avais pas l'intention. Je voulais faire des remarques directes, du genre dont il use à mon égard.

M. MacInnis: On dit que le ministre ne proteste jamais. Au lieu de cela il soulève une question de privilège. J'ai dit que les remarques hypocrites avaient été faites par le ministre de l'Industrie et du Commerce. Vraiment, vous n'écoutez pas. Vous êtes resté assis ici toute la soirée à perdre votre temps car vous n'écoutez pas. . .

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, je vous prie. J'invite le député à adresser ses remarques à la présidence.

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, c'est ce que j'aimerais faire si je pouvais être certain que la présidence transmettra le renseignement au ministre. Tous les députés de la Chambre perdent peut-être leur temps. Quand j'ai pris la parole j'étais tout prêt à défendre le ministre des Finances. . .

Des voix: Oh, oh!

M. MacInnis: . . . dans une certaine mesure, parce qu'il a besoin qu'on le défende. J'étais prêt à dire que peut-être l'opposition avait tort de s'attaquer au ministre des Finances quand il est question du Livre blanc et de s'attaquer à lui quand il est question d'instaurer un taux de change flottant pour le dollar. Je suis certain que tous les membres de l'opposition reconnaîtront, tout comme certains ministériels s'ils avaient le cran de l'avouer, que ce n'est pas le ministre des Finances qui est à blâmer dans l'affaire; c'est le premier ministre.

Des voix: Bravo!

• (12.10 a.m.)

M. MacInnis: C'est bien évident. Mercredi, le gouvernement n'envisageait pas le déblocage du dollar canadien et tout à coup on nous apprend que celui-ci sera déblocqué. Il